

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 12/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2024

Contexte et constats

Publié sur 

VERMILION REP SAS

Lieu-dit LES NOUES

CD 215

77720 Saint-Méry

Références : E/25- 0637

N° Hélios : 61929

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2024 dans l'établissement VERMILION REP SAS implanté Lieu-dit LES NOUES CD 215 77720 Saint-Méry. L'inspection a été annoncée le 01/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERMILION REP SAS
- Lieu-dit LES NOUES CD 215 77720 Saint-Méry
- Code AIOT : 0006502522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt VERMILION de Saint-Méry dit de « Chaunoy » est implanté depuis 1985 sur la commune de Saint-Méry au lieu-dit « Les Noues », au bord de la route départementale n°215.

Les installations du dépôt comportent les équipements nécessaires à la séparation, au stockage et à l'expédition des produits issus de l'extraction et la production de pétrole brut de champ de Chaunoy.

Le dépôt dispose de deux bacs de stockage de pétrole brut (huiles) dont un seul est actuellement en exploitation.

Cet établissement est soumis au régime de l'autorisation et classé Seveso "Seuil Haut" par application de la règle du dépassement direct du seuil haut de la rubrique 4511 au sens de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral n° 2016/DRIEE/UD77/106 du 23 novembre 2016, pris à la suite de la clôture de l'instruction de la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement, et par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021/14/DCSE/BPE/IC du 26 mars 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

- Le site est bien entretenu.
- Les consignes d'intervention en cas de risque figurent en salle de contrôle et sont facilement accessibles par les intervenants.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées-dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
2	Obligations générales de classification, d'étiquetage et d'emballage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Demande d'action corrective	1 mois
3	Dispositions sur les rétentions de liquides inflammables en récipients mobiles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11.II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
6	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1	/	Demande d'action corrective	6 mois
8	Dispositions applicables aux stockages extérieurs	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/11/2016, article 8.7.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
10	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 > 5.	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Dispositions en cas de fuite	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Autres moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.6	/	Sans objet
11	Gestion des déclarations d'accidents et d'incidents	Code de l'environnement , article R. 512-69	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Actions correctives et gestion des suites d'accidents ou incidents	Code de l'environnement , article R. 512-69	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
13	Évaluation périodique de la gestion des accidents et incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
14	Délai d'intervention et formation du personnel	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.2.4	/	Sans objet
15	Désignation et formation des personnels désignés	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.2.5	/	Sans objet
16	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36-1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Dispositions générales relatives aux déchets	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 58	/	Sans objet
18	Prise en compte du volume des eaux d'extinction ou lié aux intempéries	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21.6	/	Sans objet
19	Dispositions complémentaires pour les établissements seuil haut	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a corrigé la majorité des non-conformités constatées lors des précédentes inspections. Il dispose d'un processus d'audit et de suivi de son système SGS. Il veille, au travers de formations et de réunions périodiques, au bon fonctionnement des équipements, notamment ceux identifiés comme MMR, ainsi qu'au maintien des compétences des agents en charge des interventions liées à la sécurité.

Il doit cependant parfaire cette organisation par des moyens permettant :

- de justifier à tout moment du bon état de ses équipements
- d'extraire les incidents et accidents relatifs aux défaillances des MMR

Il doit également veiller à intégrer dans son POI l'ensemble des scénarios accidentels exigés par la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées-dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées-dispositions spécifiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 04/10/2023
Prescription contrôlée : <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du Code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p>

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Non-conformité n°20230620-1 de l'inspection du 20/06/2023 :

L'état des matières stockées, en particulier sa version synthétique, n'est pas accessible à tout moment.

L'Inspection a pu constater en séance l'état synthétique des stocks qui comporte la liste des produits dangereux classés par type de danger (toxique, écotoxique...) et leur volume global ainsi que la localisation des produits. Cet état est disponible sur son réseau sharepoint pour une extraction à tout moment et est cohérent avec l'état des stocks détaillé tenu par l'exploitant.

=> La non-conformité n°20230620-1 de l'inspection du 20/06/2023 est levée.

Non-conformité n°20230620-2 de l'inspection du 20/06/2023 :

L'état des stocks n'est pas accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage, utilisées pour réaliser l'état des stocks, et accessible dans les mêmes conditions.

L'exploitant dispose d'un état des stocks synthétique accompagné d'un plan général du site permettant de localiser les zones d'activités et les zones de stockage.

=> La non-conformité n°20230620-2 de l'inspection du 20/06/2023 est levée.

Constat de l'inspection du 28/04/2022 : *L'exploitant fera mention de l'état des matières stockées dans son POI.*

Par courrier du 15/09/2023, l'exploitant a transmis l'actualisation au 21/08/2023 du POI, mentionnant l'état des stocks.

=> Le constat de l'inspection du 28/04/2022 est levé.

L'inspection remarque l'absence de mention du risque d'inflammabilité lié à la présence d'une zone de produits chimiques dans la liste des risques énumérés en page 20 du POI

Observation n°20240925-1 :

Le stockage de produits chimiques ne figure pas dans la liste des sources de risques d'inflammabilité du POI actualisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Obligations générales de classification, d'étiquetage et d'emballage

Référence réglementaire : règlement CE n°1272/2008 du 16 décembre 2008, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'étiquetage
Prescription contrôlée : <u>Obligations générales de classification, d'étiquetage et d'emballage</u> 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
Constats : Lors de la visite de la zone de stockage des produits chimiques, l'inspection constate, par sondage, la présence de certains produits mentionnés sur l'état des stocks synthétique. Elle constate, par ailleurs, l'entreposage de plusieurs GRV démunis d'étiquetage et empilés les uns sur les autres sans que l'exploitant ne puisse justifier de leur compatibilité de stockage. <u>Non-conformité n°20240925-1 :</u> L'exploitant ne respecte pas les obligations européennes en matière d'étiquetage de ses produits dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions sur les rétentions de liquides inflammables en récipients mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11.II
Thème(s) : Risques chroniques, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 04/10/2023
Prescription contrôlée : <p>II. - Entretien des rétentions</p> <p>L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence.</p> <p>Les rétentions prévues aux articles III-12, III-13 et III-14 font l'objet d'une maintenance appropriée.</p> <p>L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions, comportant au minimum un examen visuel régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20230620-3 de l'inspection du 20/06/2023 :</u></p> <p><i>L'exploitant ne définit pas, par une procédure d'exploitation, les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions [de stockage de produits chimiques], comportant au minimum un examen visuel régulier et un examen visuel annuel approfondi.</i></p> <p>Par courrier du 15/09/2023, l'exploitant a transmis le formulaire relatif à l'examen visuel annuel approfondi de la rétention de la zone de stockage des produits chimiques.</p> <p>L'inspection a pu vérifier le contenu de l'examen visuel annuel approfondi grâce au dernier rapport de visite daté du 03/07/2024. Le contrôle effectué mentionne l'absence de désordres mais indique la réalisation de travaux d'installation de détecteurs de flamme qui sont en cours de réalisation et ne constituent pas de désordres.</p> <p>Le contenu de la fiche de cet examen est inspiré du guide DT92.</p> <p>Conformément à ce guide, tout désordre constaté lors de l'examen visuel est remonté au responsable qui va qualifier le désordre et engager les actions correctives associées.</p> <p>Concernant les examens visuels réguliers, l'exploitant indique qu'ils sont réalisés au travers d'une check-list de points à vérifier. Cependant, la check-list présentée à l'inspection ne mentionnait pas l'examen visuel de la rétention de la zone de stockage de produits chimiques.</p> <p><u>Non-conformité n°20240925-2 :</u></p> <p>la non-conformité n°20230620-3 de l'inspection du 20/06/2023 est maintenue dans l'attente de la réalisation d'un examen visuel régulier de la rétention de l'aire de stockage de produits chimiques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.2
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2023
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amenées à travailler dans l'installation, pour ce qui les concerne.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction de fumer ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;- l'obligation du document ou dossier évoqué à l'article V-5 du présent arrêté ;- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient mobile, ou groupe de récipients mobiles, ou une tuyauterie contenant des substances ou mélanges dangereux et le cas échéant, les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article VII-1 du présent arrêté ;- les moyens d'intervention à utiliser en cas d'incendie ;- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses.
Constats : <p><u>Non-conformité n°20230620-4 de l'inspection du 20/06/2023 :</u> <i>Les consignes d'exploitation ne précisent pas les moyens d'intervention à utiliser en cas d'incendie dans la zone de stockage de produits chimiques.</i></p> <p>L'inspection a constaté que les besoins en eau et émulseurs pour l'intervention en cas d'incendie ainsi que la note de calcul associée ont été pris en compte dans l'actualisation du POI (page 56) datée du 21/08/2023.</p> <p>=> La non-conformité n°20230620-4 de l'inspection du 20/06/2023 est levée.</p>

L'inspection observe qu'il manque la définition des « installations voisines » dont il faut éloigner les combustibles, qui sont mentionnées dans les consignes de la page 55.
L'exploitant indique qu'il s'agit des éventuels camions de livraison de produits chimiques stationnant temporairement à proximité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions en cas de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.3
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2023
Prescription contrôlée : <p>En cas de fuite d'un récipient mobile ou sur un groupe de récipients mobiles, les dispositions suivantes sont mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none">- analyse de la situation et évaluation des risques potentiels ;- isolement du récipient ou de la palette dans les meilleurs délais si la fuite ne peut pas être interrompue ;- mise en œuvre de moyens en vue de prévenir les risques identifiés dans l'étude de dangers ;- application des consignes prévues pour récupérer, neutraliser, traiter ou éliminer le liquide perdu et le récipient mobile ou groupe de récipients mobiles.
Constats : <p><u>Non-conformité n°20230620-5 de l'inspection du 20/06/2023 :</u></p> <p><i>En cas de fuite d'un récipient mobile ou sur un groupe de récipients mobiles, l'exploitant ne met pas en place les dispositions suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><i>- isolement du récipient ou de la palette dans les meilleurs délais si la fuite ne peut pas être interrompue ;</i><i>- mise en œuvre de moyens en vue de prévenir les risques identifiés dans l'étude de dangers ;</i><i>- application des consignes prévues pour récupérer, neutraliser, traiter ou éliminer le liquide perdu et le récipient mobile ou groupe de récipients mobiles.</i> <p>L'inspection constate que le scénario est bien intégré dans la révision du 21/08/2023 du POI (page 55) au sein du scénario « feu de nappe de produits chimiques ».</p> <p>=> La non-conformité n°20230620-5 de l'inspection du 20/06/2023 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1

Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables

Prescription contrôlée :

I. - Les installations disposant de stockages en récipients mobiles soumis au présent arrêté et de réservoirs fixes soumis à l'arrêté modifié du 3 octobre 2010 appliquent les dispositions de l'article 43 de l'arrêté modifié du 3 octobre 2010 en lieu et place des dispositions du présent titre VI.

II. - Stratégie de lutte contre l'incendie.

L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios définis au point III ci-dessous, pris individuellement, et nécessitant les moyens les plus importants, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :

- la nature et la quantité des liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ;
- la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ;
- la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation.

III. - Scénarios de référence :

- feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage extérieur ;
- feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage extérieur ;
- feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage couvert ;
- feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage couvert ;
- feu d'engin de transport (principalement les camions).

IV. - La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie.

Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du Code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;

- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2.

Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.

- l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5, et au point IV de l'annexe 5 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5 et aux I.B, II ou III de l'annexe V.

Constats :**Constat de l'inspection du 20/06/2023 :**

Il conviendra que l'exploitant prenne en compte les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 dans sa stratégie de lutte contre l'incendie qu'il révisera avant le 1er janvier 2026.

L'inspection note que, par rapport aux scénarios de référence, l'exploitant est concerné par ceux relatifs au

- feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage extérieur ;
- feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage extérieur ;
- feu d'engin de transport (principalement les camions).

Dans l'actualisation de son POI, datée du 21/08/2023 (pages 13, 55 et 59), l'exploitant a pris en compte les éléments suivants :

- Le scénario lié au feu de récipients mobiles en stockage extérieur,
- Le scénario relatif au feu d'engin de transport concernant un camion-citerne de pétrole brut. Le scénario relatif au feu d'engin de transport relatif aux camions de livraison de produits chimiques (pouvant inclure des liquides inflammables) n'a pas été traité.

Observation n°20240925-2 :

Le scénario de référence relatif au feu d'engin de transport, et notamment de liquides inflammables en récipients mobiles, n'a pas été traité dans les scénarios du POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Autres moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.6
Thème(s) : Risques accidentels, Pression dynamique
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment : 1° plusieurs appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé. L'accès extérieur de chaque cellule de liquides inflammables est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par rapport aux voies praticables par les engins de secours). Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar, sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir le débit déterminé par le plan de défense incendie défini au regard des exigences de l'article V-I du présent arrêté avec un débit minimum de 120 mètres cubes par heure durant deux heures. Si un complément est nécessaire, il peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propres au site, accessibles en permanence aux services publics d'incendie et de secours et distinctes des réserves d'eau nécessaires au fonctionnement des systèmes d'extinction automatiques d'incendie. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes. Elles sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes de capacité.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie participant à la défense de son site dans le cadre de sa stratégie. Ces moyens sont notamment composés de poteaux d'incendie surpressés à une pression de 15 bars. Il serait opportun pour l'exploitant, d'étudier la possibilité, en cas de défaillance de ces moyens de lutte contre l'incendie, de se doter de réducteur de pression, afin de permettre aux sapeurs-pompiers, utilisant des matériels fonctionnant à une pression dynamique de 8 bars maximum, de pouvoir recourir à ces poteaux d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositions applicables aux stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.4
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Prescription contrôlée : Dispositions applicables aux stockages extérieurs [...] II. - Pour la mise en œuvre de la stratégie incendie visée à l'article VI. I, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent au moins les valeurs données en annexe V de l'arrêté du 3 octobre 2010.
Constats : <u>Constat de l'inspection du 20/06/2023 :</u> <i>Il conviendra que la définition du taux d'application et de la durée de l'extinction respectent les valeurs données en annexe V de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 lorsque la stratégie de lutte contre l'incendie prendra en compte les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, et ce avant le 1er janvier 2026.</i> Dans l'actualisation du 21/08/2023 de son POI (page 11), l'exploitant a utilisé la méthodologie de la section B de l'annexe 5 de l'arrêté susvisé pour déterminer le taux d'application réel de solution moussante en l/m ² /min minimal exigible des canons à mousse, afin d'éteindre le feu de nappe en zone de stockage de produits chimiques en 20 minutes. Le calcul du taux, tel qu'exposé en page 13 du POI 2023 indique un taux d'application d'extinction réel à préconiser de 3,4 l/min/m ² , taux inférieur au débit disponible via les équipements en place (3,57 l/min/m ² pour 2 canons à mousse) dont le calcul du débit disponible est indiqué en page 13 du POI. => Le constat de l'inspection du 20/06/2023 est levé. L'Inspection note que la description du scénario « feu de nappe » page 56 du POI table sur un débit de 1776 l/min alors qu'un débit de 1500 l/min a été utilisé pour définir le débit disponible. <u>Observation n°20240925-3 :</u> L'exploitant justifiera le calcul du débit de 1776 l/min indiqué en page 56 du POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2016, article 8.7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit s'assurer de réunir le matériel nécessaire à l'extinction de tous les feux susceptibles de se produire dans son dépôt.</p> <p>Sans préjudice de la définition et de la mise en place des moyens nécessaires à l'extinction des scénarios de référence et à la protection des installations adjacentes selon les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (article 8.7.1), l'établissement dispose à minima des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- 19 poteaux incendie normalisés de type incongelable, équipés d'une sortie de diamètre 100 mm et de deux sorties de diamètre 65 mm ; le bon fonctionnement de ces prises d'eau est contrôlé périodiquement;- une couronne d'arrosage en mousse sur les bacs de stockage de pétrole brut délivrant un débit minimal de 1550 L/min- des déversoirs sur les sous-cuvette associées aux réservoirs de stockage de pétrole brut délivrant un débit minimal de 4000l/min par sous-cuvette.- deux canons à mousse assurant un débit de 1750 l/min (positionnés au niveau des différents bacs à protéger).
Constats : <p><u>Non-conformité n°20230620-06 de l'inspection du 20/06/2023 :</u> <i>Les poteaux incendie ne font pas l'objet d'une vérification périodique définie.</i></p> <p>L'exploitant indique une vérification biannuelle des poteaux incendie avec inscription des résultats dans le registre incendie du dépôt. Ces contrôles sont effectués une année sur deux par VERMILION et l'autre année par le SDIS.</p> <p>Lors de la visite du site, l'Inspection a vérifié le registre incendie du dépôt en salle de contrôle. Un contrôle des poteaux incendie a été réalisée les 07 et 14 septembre 2023 par le SDIS sans problème recensé. Le contrôle annuel du 14/08/2024 réalisé par l'exploitant mentionne des anomalies sur 3 poteaux :</p> <ul style="list-style-type: none">- poteau PI 603 : détection d'une fuite- poteau PI 408 : absence de référencement- poteau PI 901 : absence de débit <p>=> La non-conformité n°20230620-6 de l'inspection du 20/06/2023 est levée.</p> <p>L'exploitant n'a cependant pas présenté les justificatifs de remise en conformité des poteaux et précise que les réparations ne sont pas reportées sur le registre. Son actualisation est faite au moment du contrôle annuel, ce qui laisse planer le doute quant à l'état des poteaux.</p>

Non-conformité n°20240925-3 :

L'exploitant n'a pas procédé à la mise en conformité des poteaux incendie suite au contrôle annuel du 14/08/2024.

Observation n°20240925-4 :

L'exploitant veillera à actualiser l'état réel des poteaux incendie dans le registre incendie du dépôt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Mesures de maîtrise des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 > 5.

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques.

Prescription contrôlée :

Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.

Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées.

Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.

Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire.

Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).

Les dispositions des alinéas ci-dessus sont applicables à compter du 1er janvier 2023.

Constats :

Observation 20062023-1 de l'inspection « Accidentologie » du 20/06/2023 :

L'inspection rappelle que les anomalies et défaillances des MMR (instrumentées mais également organisationnelles) doivent faire l'objet d'un examen particulier dans le cadre des réexamens des études de dangers afin de s'assurer de la robustesse et du bon niveau de confiance de ces équipements ou de ces dispositions organisationnelles.

L'exploitant indique que les défaillances des MMR, indépendamment de leur typologie (instrumentées, organisationnelles, ...), sont systématiquement enregistrées dans sa base de données de gestion des événements nommée ENABLON. Ils sont donc automatiquement soumis au process SCAT associé qui permet une analyse de tous les événements enregistrés pour en identifier les causes des défaillances, analyser leur impact et définir le plan d'action associé.

Ainsi, l'exploitant dispose d'un logiciel comportant les tableaux d'analyse de l'ensemble des actions correctives faisant suite à la survenue d'événements (pouvant inclure des défaillances de MMR).

L'exploitant s'appuie sur cette base de données pour vérifier et s'assurer de la robustesse et du bon niveau de confiance des MMR, notamment dans le cadre du réexamen de l'étude de dangers.

=> L'observation n°20062023-1 de l'inspection du 20/06/2023 est levée.

L'inspection a consulté un exemple relatif à la défaillance d'un groupe motopompe lors d'un exercice incendie réalisé sur un autre site Vermilion (aucun exemple faisant intervenir une MMR n'étant disponible pour le site de Saint Méry). Aucun exemple de défaillance de MMR organisationnelle n'a pu être consulté.

L'inspection relève que le logiciel ENABLON ne permet pas de renseigner si un événement porte sur une MMR. Il n'est ainsi pas possible de rechercher facilement les événements en lien avec une ou plusieurs MMR, sans faire appel à la mémoire de l'exploitant.

Observation n°20240925-5 :

La base de données de suivi du retour d'expérience de l'exploitant doit permettre de distinguer les événements liés au fonctionnement ou au dysfonctionnement d'une MMR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Gestion des déclarations d'accidents et d'incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration à l'IIC
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 03/11/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
Constats : <p><u>Demande 20062023_1 de l'inspection « Accidentologie » du 20/06/2023 :</u></p> <p><i>L'exploitant doit définir des critères permettant d'identifier les accidents qui doivent faire l'objet d'une notification dans les meilleurs délais à l'inspection, puis la transmission d'un rapport d'analyse. L'exploitant peut notamment s'inspirer de la méthodologie nationale définie par la direction générale de prévention des risques (DGPR) pour la distinction des accidents pour définir ces critères. De même, la procédure de gestion des événements/incidents doit permettre d'aider à l'identification des accidents majeurs. L'exploitant doit également définir des critères à cet effet.</i></p> <p>L'exploitant a choisi de reprendre la méthodologie nationale pour distinguer les accidents des accidents majeurs.</p> <p>Sa procédure actualisée intègre d'une part les cas où il prévoit la notification des événements à l'inspection et d'autre part, la fiche de classification des événements en « accidents »/« accidents majeurs » de la méthodologie nationale.</p> <p>=> La demande n°20062023-1 de l'inspection « Accidentologie » du 20/06/2023 est satisfaite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Actions correctives et gestion des suites d'accidents ou incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des mesures correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 03/02/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
Constats : <p><u>Demande 20062023-2 de l'inspection « Accidentologie » du 20/06/2023 :</u> <i>L'inspection demande à Vermilion de préciser la nature de l'actualisation du plan de surveillance PM2I qui a été réalisée suite à l'événement n°4264.</i></p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection l'actualisation de son plan de surveillance, pour la tuyauterie concernée, qui décrit :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'intégration des sections remplacées à neuf- la dissociation des différents diamètres- les résultats des contrôles non destructifs réalisés. <p>Ce plan intègre également la mise à jour de la note de calcul des durées de vie des tuyauteries.</p> <p>=> La demande n°20062023-2 de l'inspection du 20/06/2023 est satisfaite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Évaluation périodique de la gestion des accidents et incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 03/02/2024
Prescription contrôlée : <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité 20062023-1 de l'inspection « Accidentologie » du 20/06/2023 :</u> <i>L'exploitant ne réalise pas d'évaluation périodique systématique de la procédure de gestion des événements/incidents pour s'assurer de son efficacité et de son adéquation.</i></p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection, la procédure de conduite de ses audits SGS « E12-HSE-PR-FBU-002 - Conduire des audits SGS » permettant une évaluation périodique et systématique de sa politique de prévention et donc une mesure de l'efficacité et l'adéquation de tout son système SGS.</p> <p>L'exploitant présente à l'Inspection les résultats de son audit du 13/10/2023 sur la partie relative à l'évaluation de la procédure de gestion des accidents pour les sites de Vaudoy en Brie et Saint-Méry. Les améliorations identifiées dans le cadre de l'audit sont intégrées dans un tableau de suivi dans lequel une date d'échéance est fixée pour chaque action d'amélioration identifiée.</p> <p>L'exploitant précise que les actions effectuées sont présentées et validées en revue de direction tous les mois.</p> <p>=> La non-conformité n°20062023-1 de l'inspection du 20/06/2023 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Délai d'intervention et formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens en équipements et en personnel
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 36 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none">- en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ;- une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. <p>Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 m³, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers ;</p> <ul style="list-style-type: none">- en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes <p>Les délais mentionnés aux trois alinéas précédents courent à partir du début de l'incendie.</p> <p>Article 8.71 de l'Arrêté Préfectoral 2016 : Définition générale des moyens de protection contre l'incendie</p> <p>En cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes.</p> <p>En l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes</p> <p>Une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est présente sur place y compris en dehors des horaires d'exploitation.</p> <p>L'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours (autonomie).</p> <p>La stratégie de lutte contre l'incendie est formalisée dans un plan de défense incendie.</p>
Constats : <p>Concernant les délais d'intervention, l'exploitant indique en séance que :</p> <ul style="list-style-type: none">- en heures ouvrées, la mise en œuvre des moyens est assurée par l'opérateur présent et le délai d'intervention associé est de moins de 15 minutes.- hors heures ouvrées, le gardien présent prend le relai, le délai d'intervention est de 15 minutes en comptabilisant le temps de la levée de doute. En cas d'intervention nécessitant la présence de l'opérateur de garde, ce temps d'intervention est de 30 minutes, en comptant le délai de route. <p>Concernant les aptitudes de la personne intervenante, le gardien n'est pas habilité à définir le déclenchement des scénarios, il est chargé de la levée de doute puis d'appliquer les instructions fournies par le DOI.</p> <p>La formation de l'ensemble des agents intervenants est cadrée dans un plan de formation GESIP. L'exploitant indique également que les opérateurs participent aux exercices POI.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un logiciel de suivi des formations de son personnel permettant de s'assurer que celui-ci est formé et que le maintien des acquis est assuré périodiquement. Un contrôle par sondage permet à l'inspection de constater que le suivi des formations est opérationnel.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Désignation et formation des personnels désignés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens en équipements et en personnel
Prescription contrôlée : Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens. Article 8.7.5 de l'Arrêté Préfectoral 2016 : Formation et exercices Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Le personnel est périodiquement entraîné à l'intervention sur feux d'hydrocarbures réels par un organisme de formation reconnu. Tout le personnel du dépôt y compris les agents de surveillance est entraîné au cours d'exercices réguliers à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie et à l'exécution des tâches prévues dans le P.O.I., si possible en liaison avec les sapeurs pompiers. La date des exercices périodiques d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu sont consignées sur un registre. Un exercice annuel est réalisé en lien avec les services de secours extérieur. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.
Constats : L'exploitant indique que 4 personnes sont nommément désignées sur le site Vermilion de Chaunoy, dont le responsable du site, le responsable de la sécurité et deux opérateurs. Un plan de formation, présenté en séance, indique les formations planifiées sur le risque incendie ainsi que les fréquences de renouvellement pour chacune. Lors des réunions mensuelles ou de comité ou lors d'exercices sécurité, les consignes de sécurité sont régulièrement rappelées aux agents et leur bonne intégration vérifiée. L'exploitant veille à ce que les personnes désignées soient présentes à au moins deux des exercices réalisés chaque année. Une formation « HSE » est réalisée tous les 6 mois sur l'intégration des consignes, des manœuvres et l'aptitude à bien communiquer. L'inspection est systématiquement informée par mail de l'exploitant de la tenue des exercices POI. Lors de la visite en la salle de contrôle, l'Inspection constate la présence du POI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36-1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : <p>En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 600 m³ de liquides inflammables de catégorie A, B, C1 ou D1 ou plus de 10 000 m³ de liquides inflammables de catégorie C2, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre.</p> <p>Si cette alerte est directement transmise aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.</p> <p>Dans le cas d'une présence permanente sur un site visé au premier alinéa de ce point 36-1, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme incendie ou une détection de fuite, est effective dans un délai maximum de quinze minutes.</p> <p>Dans le cas d'un site visé au premier alinéa de ce point 36-1 sous télésurveillance :</p> <ul style="list-style-type: none">- un système de détection de présence de liquides, telle que visée à l'article 22-9 du présent arrêté, est obligatoire et entraîne l'intervention d'une personne apte à intervenir et compétente dans un délai maximum de trente minutes ;- un système de détection d'incendie est obligatoire et actionne automatiquement le refroidissement des installations voisines. Une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est présente dans un délai inférieur à trente minutes après déclenchement de ce dispositif.
Constats : <p>L'exploitant déclare à l'inspection que le site dispose en permanence d'un gardien qui transmet l'alerte en cas de sinistre et assure la levée de doute. Une intervention est ainsi possible en moins de 15 minutes car celui-ci peut déclencher la DECI via un automate selon les consignes du chef de district ou du DOI qu'il appelle au préalable.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Dispositions générales relatives aux déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux pluviales, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : L'exploitant affiche en séance la procédure POI mentionnant la fermeture du réseau afin d'assurer que la gestion des résidus produits, entreposés dans l'établissement ne présentent pas de risques de pollution. L'inspection constate, de plus, que l'établissement dispose de bennes de déchets étanches localisées dans une zone dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Prise en compte du volume des eaux d'extinction ou lié aux intempéries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21.6
Thème(s) : Risques accidentels, eaux d'extinction
Prescription contrôlée : L'exploitant intègre au plan d'intervention et consignes incendies prévues à l'article 43-6 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant. Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.
Constats : L'exploitant déclare à l'Inspection que le site dispose d'une rétention destinée à recueillir les eaux d'extinction, et que les moyens et manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser lesdites eaux, sont indiquées sur les plans d'intervention et sur les consignes affichées au bureau de contrôle. L'inspection a constaté la présence de ce bassin et a assisté à la manœuvre de la vanne d'isolement qui était bien fonctionnelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Dispositions complémentaires pour les établissements seuil haut

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions complémentaires pour les établissements seuil haut
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du Code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I-7 au présent arrêté. <u>Annexe I-7 Audits et revues de direction</u> Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.
Constats : L'exploitant fournit à l'inspection un rapport d'audit relatif au SGS permettant de s'assurer de la performance globale du système de gestion de sécurité répondant aux exigences de l'article 8 de l'arrêté ministériel susmentionné. Il précise qu'un audit du SGS est réalisé tous les trois ans, et qu'un suivi des actions d'amélioration identifiées lors de cet audit est réalisé au travers d'un tableau de pilotage.
Type de suites proposées : Sans suite